

Le Peuple

MÉDIA LIBÉRÉ

SEPTEMBRE 2025

#49

Reportage

Malgré les taxes de 39%, ces souverainistes organisent des repas trumpistes.

Page 7

Craquage

L'observatoire du progrès est spécialement corsé ce mois, estime notre correctrice.

Page 17

Hommage

En ces temps de crise, nous convoquons la mémoire du général Guisan.

Page 27



(nsey-benajah/Unsplash)

ENSAUVAGEMENT DU HAUT, ENSAUVAGEMENT DU BAS

Lundi 25 août, la population romande se réveille avec une immense gueule de bois. Dans le quartier de Prélaz, à Lausanne, des émeutes ont suivi le décès d'un jeune qui fuyait la police à scooter. « Ça devient comme en France », alertent les internautes, comme s'il y avait une certaine jubilation à voir sombrer notre pays selon l'exemple du grand frère voisin. Fascistes ou antifascistes, tous sont aux anges.

Ça devient « comme en France », oui, mais pas que là.

Ça devient « comme en France », aussi, quand on découvre, lors d'une conférence de presse organisée quelques heures plus tard, qu'une part significative des policiers eux-mêmes ont du mal à respecter la population – souvent d'origine immigrée à Lausanne – qu'ils sont censés servir. Des blagues abominables sont partagées sur des groupes WhatsApp, taclant autant les Noirs que les trisomiques ou le petit Aylan, mort à trois ans sur une plage.

Ça devient « comme en France » quand un gouvernement cantonal, celui du canton de Vaud, décide sans consultation de rogner dans les budgets des hôpitaux régionaux pour améliorer ses comptes. Les gueux des campagnes, après tout, peuvent bien prendre la voiture deux heures pour aller se faire soigner en ville – entre deux émeutes.

Ça devient « comme en France » quand, au plus haut niveau de la Confédération, on s'assoit sur la volonté du peuple (lointains souvenirs d'un âpre débat sur la régulation de l'immigration de masse, il y a plus de dix ans), ou quand on le fait voter l'achat de nouveaux avions de combat sur la base de fausses promesses.

Interrompons ici notre litanie pour affirmer ceci : Oui, il y a l'ensauvagement du bas – et la droite est intarissable à son sujet. Mais il y a aussi l'ensauvagement du haut : celui des élites et des représentants de l'ordre. Un sain conservatisme ne saurait dénoncer l'un et pratiquer la cécité volontaire à propos de l'autre.

*

Avec les taxes douanières décidées par Trump, la Suisse est entrée dans la vallée du doute, dès le début de ce mois. Mais on peut bien dénoncer la brutalité du président américain tant que l'on veut, l'actualité régionale et fédérale nous a rappelé toutes ces dernières semaines que si notre modèle vacille, c'est parce que les vertus nécessaires au maintien d'une démocratie directe digne de ce nom s'éteignent autant chez le gosse qui met le feu à un bus que chez des élus fédéraux qui mènent leur pays sur le chemin de la soumission.

C'est le hasard du calendrier qui a voulu que nous sortions dans cette édition [le portrait consacré au général Guisan, à l'occasion des 80 ans de la fin de son service](#). L'imagine-t-on, à notre époque, envoyer des blagues sur les trisomiques à ses collègues pour « décompresser » ? L'imagine-t-on, aussi, vanter les vertus du « vivre-ensemble » au lieu d'inspecter le terrain, prendre le pouls de sa troupe, s'adresser à ses responsables politiques pour leur rappeler leur mission ? Des heures sombres du siècle dernier, puisse son auguste figure nous rappeler ce que cela signifie d'être Suisses, et conservateurs : non pas un blanc-seing pour se laisser aller à n'importe quelle outrance, pourvu qu'elle frappe une minorité, mais au contraire retrouver le sens de la responsabilité.

Pour que la Suisse reste la Suisse, il est temps de recommencer à parler de « vertus civiques ». Ce ne sont pas les experts, en effet, qui font l'âme d'un peuple, pas plus que des élus qui, de plus en plus, s'engagent dans la chose publique par carriérisme.

Non, s'il reste un fond moral sur lequel une saine démocratie peut renaître, elle se trouve chez nous, le peuple.

Raphaël Pomey

F-35 : QUAND LA DÉMOCRATIE EXPLOSE EN PLEIN VOL

Les Suisses aiment se gargariser de détenir la démocratie la plus pure au monde. Mais comme lors de la votation sur la 13^e rente AVS, l'acquisition des F-35 illustre comment notre vertueux modèle se délite.



L'époque est à la lutte contre les fake news. D'aucuns s'alarment d'une épidémie qui n'en aurait jamais été une, d'une planète qui ne serait plus si sphérique que cela ou d'électricité dans les pyramides... Tout cela est charmant, et à la vérité assez divertissant. Mais s'il est un mythe dont l'observateur lucide – et nullement conspirationniste – ne saurait plus douter, c'est bien celui de la démocratie directe.

Immigration : le vote jamais appliqué

Retour en 2014 : un débat passionné divise la Suisse autour de l'initiative « contre l'immigration de

masse ». Défendue par la seule UDC, cette dernière entend fixer des quotas annuels aux flux migratoires, selon les besoins de l'économie et « dans le respect du principe de la préférence nationale ». L'ensemble de la classe politique se mobilise, met en garde le peuple souverain contre une décision qui entraînerait « l'extinction automatique » de l'ensemble des accords bilatéraux avec l'UE. Mais rien à faire : ce satané peuple vote à côté de la plaque, au grand désespoir de ses bons maîtres.

Plus de dix ans plus tard, nos relations n'ont pas cessé avec l'UE, contrairement à ce qu'annonçait le Conseil fédéral, au point qu'un nouveau paquet d'accords, dits « de soumission » par l'UDC, est sur la table. Et pour cause, depuis dix ans, l'éléphant a accouché d'une souris : une simple « loi d'application » très édulcorée a été acceptée par le Parlement en 2016. Le solde migratoire est là, année après année, pour prouver que la volonté populaire n'a pas été respectée.

Ce précédent marquant du déficit démocratique suisse rappelle un peu l'épisode de la constitution européenne, refusée par le peuple sous Chirac en 2005, mais imposée deux ans plus tard par son successeur Nicolas Sarkozy. Pour protéger « les valeurs de la République » et le « projet européen », sans doute était-il acceptable de museler un peu le souverain.

L'AVS et les chiffres faux

Plus récemment, le peuple souverain a été amené à s'exprimer sur des objets nourris de données inexactes. Sur la 13^e rente AVS comme sur le

relèvement de l'âge de la retraite des femmes, deux décisions hautement émotionnelles ont été prises sur la base de projections erronées fournies par l'Office fédéral des assurances sociales.

Même scénario avec l'acquisition des nouveaux avions de combat décidée par le peuple en 2020. Pendant des mois, le Département fédéral de la défense (DDPS) n'a cessé d'assurer que la Suisse recevrait 36 avions de chasse F-35 pour un montant fixe de 6 milliards de francs, conforme à l'enveloppe budgétaire acceptée dans les urnes. Quelques mises en garde circulaient, mais on les balaya d'un revers de main, en les taxant de catastrophisme.

Aujourd'hui, alors que des surcoûts colossaux sont à craindre, le nouveau ministre suisse de la Défense Martin Pfister charge les États-Unis : ce ne serait pas la faute de sa prédécesseuse Viola Amherd si les promesses faites au peuple étaient fausses, mais celle d'un partenaire qui ne tiendrait pas ses engagements. Rien à voir avec ce qui avait été vendu à la population : la facture finale dépendra des négociations entre Washington et le constructeur Lockheed Martin.



La démesure nuit à la Suisse

**Stopper
l'immigration
massive OUI**

Souvenir d'un immense débat de société qui n'a jamais débouché sur rien.

Sauver l'État de droit... en le malmenant

Que le peuple n'ait pas été invité à choisir le modèle, le rédacteur de *Livret de service* Olivier Reymond n'y voit certes pas de scandale : « Quel que soit le choix de l'avion, faire voter la population dessus n'est vraiment pas pertinent. Je pense que personne en Suisse, ni même dans le monde, n'a les compétences à lui seul pour choisir un avion, même les pilotes par exemple, alors le péquin moyen... Et cela sans parler de toutes les données classifiées auxquelles on n'a pas accès. Ce serait selon moi une votation un peu malhonnête, du point de vue intellectuel. »

Le vote de 2020 serait donc plutôt une réussite aux yeux de cet élu PLR de Grandson (VD), même s'il a précipité une situation actuellement très gênante : « C'est une des seules réussites du DDPS sur ce dossier : faire voter un principe et un budget, mais pas un modèle d'avion. Ils ont merdé tout le reste après cette étape, et encore, vu le résultat de septembre 2020... »

Avocat spécialiste de l'aviation, Raphaël Baeriswyl abonde : « Sur les experts et qui est habilité à choisir un avion : on est bien d'accord (on ne sait d'ailleurs

jamais d'avance si un avion est bien ou pas, cela dépendra de ce qu'il devra faire plus tard), mais toujours est-il que nous sommes dans une démocratie, et que le choix a été fait de fixer une enveloppe (qui a été acceptée en votation populaire), puis de laisser faire les autorités pour le choix de l'appareil. Celles-ci ont prétendu à grands cris et annoncé comme une grande victoire que le prix pour les F-35 était fixe (ce qui s'est révélé faux, et ce qui d'ailleurs n'était apparemment pas affirmé par les avis de droit obtenus)... »

Auteur du *Pacte des idoles* (Ad Solem, 2019), il ne peut s'empêcher de décrire une situation cocasse : « Il faut absolument se réarmer pour défendre la démocratie, et l'acquisition des armes nécessaires à cette mission viole elle-même les principes démocratiques »...

Cruelle vérité : nous prétendons lutter contre les autocraties pour sauver l'État de droit, alors que nous le malmenons déjà de plus en plus régulièrement chez nous.

Raphaël Pomey

Raphaël Baeriswyl



LE PACTE DES IDOLES

Trois essais girardiens



Le Pacte des Idoles - trois essais girardiens, Ad Solem, Paris, 2019





(vert-e-s-vd.ch)

J'ai lu avec intérêt, et je dois avouer avec une certaine commisération, votre entretien sur le bonheur accordé à *Blick* à la mi-août. Je ne vais pas vous mentir, je vous ai découvert plus souffrant que je ne l'imaginais, marqué par – comme vous le dites – la « violence de votre vécu ». J'ai été admiratif, d'ailleurs, de la « force énorme » qui vous permet de surmonter vos crises d'angoisse. Ainsi armé, sans doute auriez-vous été capable d'affronter une mine de sable camerounaise dès vos neuf ans, à l'instar du combattant Francis Ngannou.

À vrai dire, loin de moi le désir d'ironiser sur les épreuves que vous avez traversées. L'antique foi chrétienne que je professe, et qui se marie mal avec vos rituels yogiques, m'a appris que nous portions tous notre Croix. J'ignore quelle est la vôtre en ce moment et je me garde bien de vouloir le savoir. Mais il est un fait : vous avez choisi de la transformer en matériau d'interview, et c'est sur ce terrain public que je vous réponds.

La phrase qui m'a le plus marqué dans votre entretien est la suivante : « Quand je sors de chez moi, je suis extrêmement exposé, et là, mon bonheur est remis en question. » Je ne doute pas que votre dégaine suscite quelques quolibets indignes, mais tout de même : vous dont la carrière politique a été propulsée par une exposition médiatique peu en relation avec votre CV militant, seriez-vous en train de dire que vous rêvez désormais de vivre caché ? Sans doute étiez-vous moins sensible à la discrétion en février 2023, quand un papier du *Matin* relevait le « plébiscite » qui vous

avait propulsé en bonne place sur la liste de votre parti pour le Conseil national. Quelques mois plus tard, quand le même journaliste annonçait quasiment votre victoire à moins d'une semaine des élections, vous n'étiez pas non plus, je gage, obsédé par le besoin de préserver votre intimité.

Et je crains que nous ne soyons pas au bout de vos confidences, car je sens poindre le retour sur les listes vertes pour le Conseil national. Mais là, mauvaises nouvelles : à Berne, il faudra 1) sortir de chez vous, 2) être exposé, 3) et donc remettre votre petit bonheur en question. Et combiné à la fragilité professionnelle que vous décrivez, l'entreprise paraît aussi hasardeuse qu'un exercice de pleine conscience dans une raffinerie en feu.

Ce qui gêne, cher Marius, ce n'est pas votre douleur : elle est sincère, palpable, et je ne la nie pas. C'est son exhibition, son recyclage en capital politique, sa transmutation en storytelling. Vous proclamez qu'« un bonheur sans les autres n'a pas de sens ». Très bien. Mais alors pourquoi vos réponses dans *Blick* se réduisent-elles à une litanie de vos rituels personnels : thé matcha, yoga, chat, solitude créative ? Ce n'est pas « le bonheur avec les autres » que vous décrivez, mais l'apothéose du moi.

Et que dire de cette « révolte douce » que vous revendiquez ? Oxymore magnifique : l'insurrection des coussins moelleux. Jadis, les révolutionnaires risquaient l'exil, la prison, la guillotine. Aujourd'hui, les militants risquent de manquer leur routine beauté. Voilà où nous en sommes : la contestation se consomme comme une infusion bio.

Je ne vous reproche pas votre sensibilité – l'immense Chesterton disait que c'était là la définition de la vie. Je vous reproche votre nombrilisme. Vous confondez l'agora et votre journal intime, la chose publique et vos émotions privées.

Le malheur n'est pas d'avoir souffert, cher Marius. Le malheur, c'est de croire que cette souffrance suffit à gouverner.

Bien amicalement,

Raphaël

LE PROCHAIN REPAS « TRUMPISTE » ROMAND AURA QUAND MÊME LIEU

Un « Comité Trump Suisse » organise des dîners pour promouvoir la doctrine du président américain. Le prochain aura lieu malgré l'affaire des taxes.



Nous sommes à la fin du mois de mai, dans une brasserie élégante d'une ville de l'Arc jurassien. Ce soir, des « trumpistes » suisses et français vont se retrouver autour d'un repas dans un salon privé, sous l'autorité paisible d'un vieux routier de la droite identitaire française, Georges Clément. Curieuse collision des mondes : d'un côté, plusieurs jeunes politiciens au style très zemmourien, cravate impeccable, bien coiffés ; de l'autre, des élus helvétiques parfois plus indisciplinés, même si la plupart portent tout de même le veston. Lutte contre le « wokisme », défense de la foi chrétienne, maîtrise des frontières... Tous les grands thèmes y passent. En

bilatérale, certains convives avouent préférer les idées du président américain au style avec lequel il les défend, mais l'ambiance « droitarde » permet de trouver le terrain commun sans friction.

En fin d'année, le « Comité Trump Suisse » aux manettes de ces événements remettra le couvert pour « un moment convivial, où l'amitié et la réflexion politique se conjuguent ». Trois thèmes d'actualité seront communiqués aux invités dans la préparation de l'événement et le carton d'invitation virtuel appelle à « un esprit de fraternité et de discussion libre ».

Des remous

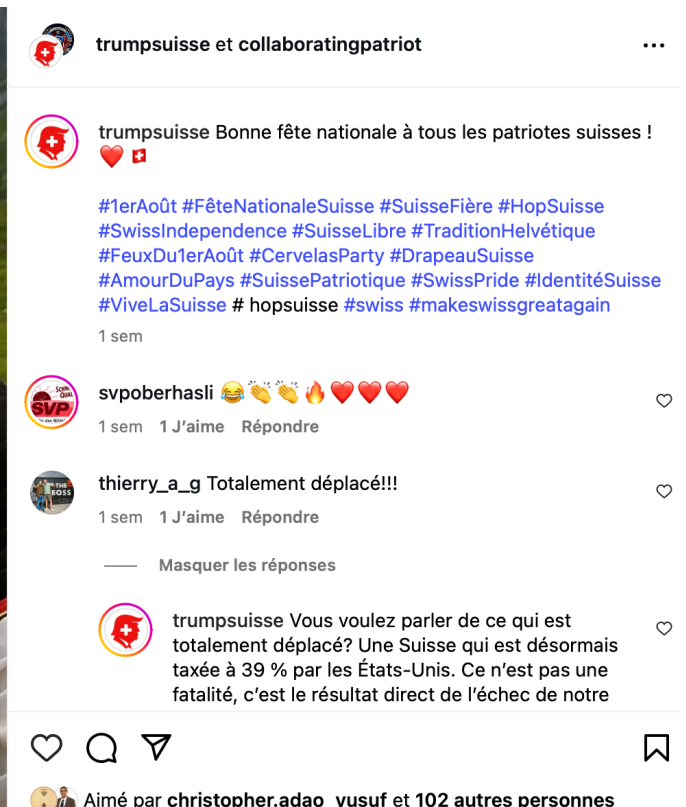
Seulement, depuis l'envoi des invitations en juillet, une météorite est tombée sur la Suisse : les taux de taxes douanières de 39 %. Un choc qui conduit par exemple le conseiller fédéral UDC Albert Rösti, enthousiaste de la première heure, à ne plus vouloir prononcer le nom du président américain. Dans un article publié mi-août par *Blick*, Rösti affirme qu'il voterait encore pour le Parti républicain, mais évite désormais toute référence directe à Donald Trump. Il juge même que les tarifs imposés par son ex-poulain sont « l'opposé du libéralisme ». Déjà en avril, dans un podcast, il avait laissé filtrer des critiques : attaché à l'idée républicaine, il estimait que ce que Trump faisait avec les droits de douane « n'avait plus rien à voir avec cela ».

Si Albert Rösti prend de la distance, Christoph Blocher, lui, prend de la hauteur. La figure tutélaire de l'UDC et ancien conseiller confédéral replace ainsi l'affaire dans le temps long, dans le *Tages-Anzeiger* : « Avec les Américains, il y a toujours eu des problèmes, même s'ils affirment toujours être nos amis. Il suffit de penser aux "avoirs en déshérence" pour lesquels nous avons dû payer plus d'un milliard. » Et de conclure, serein : « Nous sommes toujours sortis renforcés de ce genre de crises. »

Trump en bredzon

Trumpiste et Suisse, serait-ce en train de devenir un oxymore ? Tel n'est pas l'avis de notre Comité Trump Suisse. Sur Instagram, où il est très actif, ce dernier publiait même une image du président américain en armaili à l'occasion du 1^{er} Août, en pleine onde de choc liée aux nouvelles taxes. Un milliardaire new-yorkais, coiffé comme un armaili, en plein cœur d'une tempête commerciale ? Osé, assurément, mais pour ces inconditionnels, la responsabilité du coup de massue revient à nos élus, et pas à leur héros : « Cet échec n'est pas une erreur, c'est une stratégie : affaiblir nos liens avec les États-Unis pour mieux nous pousser dans les bras de l'Union européenne », avancent-ils même face aux critiques, venues parfois de droite.

N'y a-t-il pas pour autant des personnalités devenues réticentes à se joindre à leurs futurs repas-débats ? « Non absolument aucune réaction négative », jure le comité, « car le trumpisme suisse est axé particulièrement sur des sujets comme l'immigration, le wokisme, l'extrémisme de gauche, la souveraineté, les valeurs chrétiennes et le patriotisme. Tous des points de référence qui plaisent ici en Europe. »



Dans la foulée de l'annonce des 39%, il fallait assumer ce post sur le réseau social Instagram.

Découverte

Rien n'a changé, donc, pour cet organisateur qui préfère rester anonyme par peur des conséquences professionnelles de ses engagements. Et de plaider la constance : « Ceux qui avaient dit "je n'aime plus Trump" quand le conflit Israël-Iran a commencé pour ensuite revenir trumpiste 12 jours plus tard, quand il en est ressorti héros – car il y en avait beaucoup – sont simplement des opportunistes qui mangent à tous les râteliers et qui modifient leurs valeurs et croyances uniquement en fonction de la direction du vent. »

La foi malgré les vents contraires

Il distingue toutefois le trumpisme en tant que doctrine ou en tant qu'idolâtrie du personnage. « Être trumpiste, c'est être patriote. C'est aimer son pays avant tout, défendre sa nation, être souverainiste et toujours placer les intérêts de son peuple en premier », plaide-t-il, même si la page Instagram du groupe regorge de photos à la gloire de l'homme le plus puissant du monde. Pour autant, le Comité défend un « état d'esprit » indépendant « des choix politiques ponctuels que Trump peut faire comme fixer 39 % à la Suisse, chose qui relève d'une décision purement politique et sans lien avec l'essence même du mouvement. »

En visite aux États-Unis lors de notre échange, le député UDC valaisan Jérôme Desmeules ne renie rien non plus de ses enthousiasmes : « Trump m'a

semblé avoir été clair dans ses déclarations. Il a principalement demandé que les pharmas de notre pays baissent leurs prix pour les Américains au niveau du prix international le plus bas. Rien, ou presque, de ce que j'ai pu observer dans la presse ne m'a montré que cette exigence a été prise en compte par le Conseil fédéral. »

Rien qui ne soit de nature à l'empêcher d'affirmer à nouveau son soutien, lui qui était présent autour de la table des trumpistes suisses. « Et pour être clair, est-ce si choquant que le pays qui paie ses médicaments au prix le plus cher du monde en ait assez que ce soit le cas ? Évidemment que non. En Suisse aussi on sait ce que c'est de payer trop et on aimerait que ces prix baissent aussi chez nous ! »

Célèbre pour son majeur adressé aux instances européennes sur une photo, l'élus valaisan ne récidivera donc pas à Washington : « Avant d'en vouloir à Trump, qui à mon sens a formulé une exigence légitime, j'en veux au Conseil fédéral qui n'a pas écouté, ou qui, plus probablement, cède à nouveau au lobby des pharmas, quitte à vouloir sacrifier le reste de notre économie d'exportation qui fait du business de manière correcte avec les USA. »

Raphaël Pomey

Commentaire

Peut-on soutenir un dirigeant étranger même quand il frappe économiquement la Suisse ? « Oui », répondent ses admirateurs, qui voient moins le trumpisme comme un soutien inconditionnel à un homme qu'une bannière commune contre ce qu'ils perçoivent comme les menaces à leur vision de la société. Aussi surprenant que ce soit, cette position comporte une certaine cohérence interne : pour ses sympathisants, le trumpisme se vit comme un bloc idéologique global, où la personnalité est largement secondaire face aux valeurs partagées. Pas certain néanmoins que ces « valeurs » pèsent beaucoup dans la balance quand il s'agit pour les États-Unis d'acculturer et d'asservir les pays du Vieux Continent, dans la continuité de leur politique internationale depuis un siècle.

POUR CET EX-PRÊTRE : « JÉSUS N'A PAS EXISTÉ »

Didier Berthod a été et demeure l'un des meilleurs grimpeurs au monde. Il est aussi le papa d'une jeune espoir canadienne de l'escalade. Mais le Valaisan de 44 ans a aussi été, quinze années durant, un religieux ascétique de tendance « tradi » visant les sommets de la spiritualité, avant de se redécouvrir en « prêtre progressiste ». Jusqu'à ce qu'une nouvelle descente en rappel, dans les profondeurs des thèses mythistes celle-là, ne l'éloigne de l'Église mais pas de la Foi. Interview d'un homme authentique qui n'en est plus à un retournement de situation près.



Une écrasante majorité de religieux et de théologiens estiment que la thèse mythiste est à la science historique ce que la théorie de la Terre plate est à la géophysique. L'auteur valaisan Didier Berthod se pique de démontrer le contraire à ses lecteurs.

(Laurent Grabet)

C'est un bouquin, sorti sur Amazon en février et anecdotique en termes de vente depuis, mais qui fait pourtant beaucoup parler de lui dans le microcosme catholique romand. « Surtout parmi ceux qui ne l'ont pas lu », remarque, amusé, son auteur. Lui, autant que son sujet, est « en cause » car c'est en réalité plutôt le fait que cet auteur-là se soit saisi de ce sujet-là qui fascine, étonne, irrite, voire met en colère. Soit des réactions qui en disent parfois probablement plus sur ces lecteurs, sur leurs rapports à la foi et à la liberté d'expression, que sur le livre lui-même. Lequel s'intitule donc non sans provocation *Et si Jésus de*

Nazareth n'avait jamais existé ? et qui est agrémenté du sous-titre accrocheur : *Contre-enquête sur l'existence historique de Jésus*.

Son auteur s'appelle Didier Berthod. Ce Valaisan de 44 ans était prêtre jusqu'en 2022. Il demeure aussi très probablement le seul curé de tous les temps, capable de libérer des voies d'escalade de fissures cotées 8c (lire sa courte bio en encadré ci-dessous). Et à l'instar du « Jésus terrestre », tel qu'il le présente dans ses 250 pages, lui aussi est une « légende », mais dans le petit monde cosmopolite de l'escalade « seulement ». Entretien sans tabou.

Didier Berthod, selon vous, Jésus n'a pas eu d'existence historique et c'est le « Jésus Céleste » qui serait réellement important. Êtes-vous toujours chrétien ?

Je me définirais comme post-chrétien même si j'ai encore un peu de mal à définir ce concept (rires). Je me sépare du christianisme tel qu'il m'a été inculqué tout en me plaçant dans sa continuité. Un peu comme le Nouveau Testament venait accomplir l'Ancien mais sans le renier. Je crois en un Dieu bon, ami des hommes. Les premiers chrétiens ont eu une fulgurance de cette bonté mais il me semble que le christianisme fut une tentative imparfaite et incomplète de cerner et transmettre cette bonté et que le temps est venu de le dépasser... Je reste attaché au concept de l'incarnation, mais je l'utilise de manière sécularisée. Je pense que la véritable incarnation est celle que chaque être humain est appelé à vivre avec sa propre corporalité.

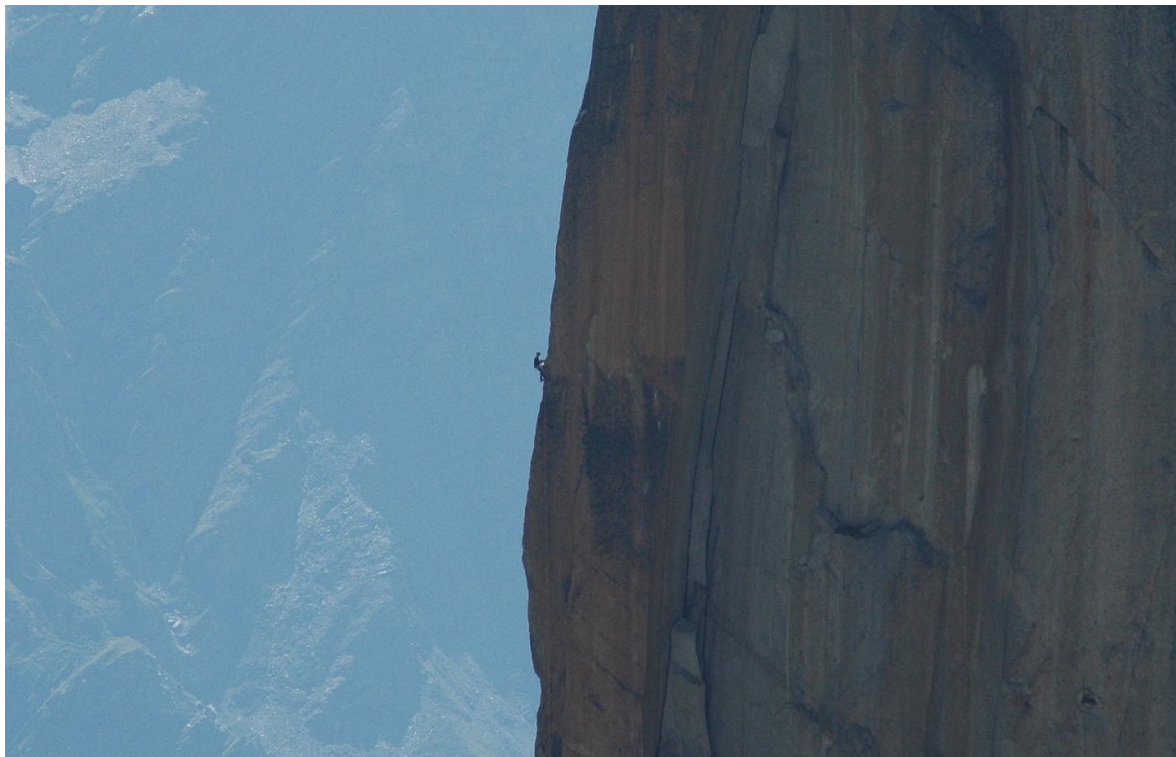
Concrètement, comment vivez-vous cette spiritualité ?

Je m'efforce de méditer, de prier ou d'être en connexion avec la transcendance quotidiennement. Je me connecte à mon identité profonde et parfois, je me surprends à faire des sortes de pèlerinages d'inspiration biblique. L'autre jour par exemple, je suis allé me baigner sept fois dans le Colorado

comme dans une histoire du prophète Élisée. Rien de spécial ne s'est passé (rires), mais c'était un rituel fort. Un autre jour, je me suis rendu seul dans le désert. J'y ai été confronté à ma peur du serpent, symbole du mal. J'aime ces rituels que je me crée ou qui viennent à moi. J'avoue avoir un peu laissé de côté la Bible, même si lorsque je traverse des choses fortes, j'ai toujours ce filigrane biblique en arrière-plan...

Dans la communauté Eucharistein, pendant treize ans, la communion et la présence réelle du Christ dans l'Hostie étaient au centre de votre vie. Comment voyez-vous ce sacrement aujourd'hui ?

Désormais, j'évite de communier pour ne pas provoquer. Depuis ma sortie du sacerdoce en septembre 2022, j'ai de toute façon assisté à seulement deux messes. Une en Italie où j'ai vécu une expérience spirituelle très forte et une à Vancouver pour Pâques. Je pense que l'on pourrait revisiter tous les sacrements chrétiens et les remettre en adéquation avec le Christ Céleste auquel je crois toujours. Il y a plusieurs options dans la manière de repenser le christianisme sans Jésus historique, mais ma position préférée est celle qui identifie le Christ Céleste avec notre moi corporel profond (l'incarnation sécularisée).



La légende de la grimpe dans ses œuvres au Portalet.

(Yannick Angeloz)

Avez-vous hésité avant de faire ce que vous qualifiez de « coming out mythiste » ?

Pas vraiment... Durant mes années de sacerdoce, j'avais mis l'accent sur la sincérité et l'authenticité. Dès lors, je ne me voyais pas garder mes découvertes pour moi éternellement. Lors de mes deux messes d'adieu, j'avais « simplement » révélé que je partais pour une femme, que j'avais eu une fille avec elle (ndlr : avant son engagement religieux) et que je les avais abandonnés une quinzaine d'années auparavant. Mais les fidèles, avec qui j'avais tissé des liens profonds, étaient déjà si chamboulés que je ne me voyais alors pas leur révéler abruptement en plus mes différends théologiques de fond avec le Magistère. Mais je ne pouvais pas les porter indéfiniment.

D'où ce livre donc... Quelle en est la genèse ?

Au sein de la communauté Eucharistein d'Epinassey (VS), j'ai baigné dans un mouvement charismatique aux fondements théologiques « tradis » voire conservateurs. Au fil de mes études de théologie à Fribourg, j'ai transitionné peu à peu de catho conservateur à progressiste. En tant que prêtre de paroisse à Toulon (F) puis Collombey-Muraz (VS) ensuite, mon catholicisme humaniste dérangeait certains collègues et ma hiérarchie. Et c'est pour mieux étayer intellectuellement mes positions que j'ai entrepris d'étudier les origines réelles du christianisme. Cette quête a représenté trois années de lecture, soit une cinquantaine de pavés assez pointus et souvent pas disponibles en français. L'un de mes premiers livres sur le sujet évoquait la thèse de la non-existence de Jésus avec plusieurs arguments forts qui m'ont poussé à approfondir...

Peu à peu, vous vous êtes laissé convaincre par cette thèse dite « mythiste », selon laquelle le Christ n'aurait pas eu d'existence terrestre, chose que de très nombreux historiens contredisent. Cela vous a-t-il effrayé ?

Oui, car j'étais dans une phase de ma vie où je voyais une harmonie et une sérénité s'installer. J'avais

repris l'escalade après des années de sevrage auto-imposé, j'étais de retour dans mon Valais natal où j'étais un prêtre de paroisse heureux et apprécié. Et soudain, tout rebasculait... J'ai vécu deux jours de vertige. Le sol s'effondrait à nouveau sous mes pieds. Mais je me suis laissé interpellé dans ma quête de vérité. Je me suis autorisé à être moi-même en assumant autrement cette identité d'explorateur, que j'avais souvent aiguisée en montagne.

Votre mère, très croyante, était très fière que vous soyez devenu prêtre après un chemin tortueux. Aviez-vous peur aussi de la décevoir ?

La déstabiliser me gênait. Elle vient d'un milieu où avoir un enfant prêtre reste une consécration. Voir son fils quitter la prêtrise était donc et demeure une épreuve pour elle. Cette situation était finalement très comparable à celle d'une personne homosexuelle qui ferait son coming-out tardif. Ce sont des situations intenses, qui nous rappellent qu'aimer sans condition devrait être la seule condition, même si on n'y arrive pas toujours de suite...

Votre livre a provoqué nombre de réactions outrées. Vous y attendiez-vous ?

Oui de la part du milieu catholique où j'ai vécu de belles relations humaines. Certains se sont sentis trahis. Mais leurs réactions leur appartiennent d'autant que la majorité des retours étaient quand même plutôt positifs. Certains ont salué une « pensée originale », d'autres m'ont félicité d'avoir « le courage d'aller à contresens de la doxa ». Après, il est vrai que certains catholiques pratiquants convaincus se sont montrés très virulents. Globalement, le niveau intellectuel de nos échanges était décevant. Ces personnes m'opposaient des « arguments » ad hominem, des idées prémâchées ou bien le sempiternel « Jésus a existé, ceci est une évidence et d'ailleurs l'immense majorité des chercheurs s'accordent sur ce point ». Lequel m'agace prodigieusement, car il relève finalement du dogme historique.

Comment la hiérarchie ecclésiastique a pris votre revirement ?

Le vicaire général du diocèse de Sion Pierre-Yves Maillard a été très compréhensif et respectueux. Il m'a invité à ne pas prendre de décision hâtive et à creuser la thèse mythiste à l'université, où j'ai réalisé un travail de Master. Une fois ma décision prise, je l'ai partagée à mon évêque Mgr Jean-Marie Lovey qui, tout en respectant ma démarche, s'est quelque peu affolé, car il n'arrivait pas à faire de distinction entre le Jésus historique et le Christ céleste. Pour lui, je n'étais tout simplement plus chrétien car je reniais l'incarnation. Quant à Mgr Dominique Rey, l'évêque français qui m'avait ordonné à Saint-Maurice en 2018, il m'a prévenu : « Si tu persistes dans ton hérésie, tu seras excommunié pour apostasie de la foi et hérésie ! » Cela n'est pas encore le cas, mais je sais que mon dossier attend dans une pile au Vatican...

Vos pages ne sont pas exemptes de provocations, par exemple lorsque vous dites : « Je n'écris pas pour les faibles, j'écris pour les forts »...

Oui c'est vrai qu'il y a un peu de provocation notamment dans le titre dont l'objectif est d'attiser la curiosité. Mais il n'y en a pas avec cette phrase spécifique. Lorsque je vivais au sein d'Eucharistein, la réflexion et le débat théologiques étaient presque interdits sous prétexte qu'ils risquaient de déstabiliser les moins intellectuels d'entre nous. Cette manière de se censurer m'a étouffé et je ne la crois finalement vraiment profitable pour personne. Elle est assez typique du catholicisme contemporain, lequel préfère proposer des séances de prières du chapelet que des débats de fond, potentiellement dérangeants mais aussi potentiellement transformateurs...

Les expériences de nombreux mystiques stigmatisés, qui à l'instar de Marguerite Bays ou Padre Pio, revivaient dans leur chair et en visions la passion du Christ, s'imposent comme de puissants contre-arguments à votre thèse de la non-existence historique de Jésus. Vous abordez peu ce thème dans votre livre...

Mon livre a eu trois moutures et dans les deux premières, j'empoignais cette question en détail. Il y a de grands mystiques connus et reconnus dans toutes les grandes traditions spirituelles. Mais, en

étudiant leurs parcours, on se rend compte qu'il est fort probable que Dieu s'adapte à la subjectivité et à la culture de chaque personne. Notons aussi que mon livre ne remet en doute que l'existence du Jésus terrestre mais pas du Jésus Céleste, lequel pourrait avoir vécu une crucifixion céleste à laquelle ces mystiques se connecteraient alors dans leurs « transes ».

Vous aviez rendu publique la sortie de votre ouvrage « non sans une très grande fierté ». Une part d'ego se logerait-il là-dessous ? Si oui, pourrait-il avoir nui à votre objectivité ?

Ma conviction est que la tentation de la vaine gloire se loge partout. Il n'y a aucun lieu, aucun silence, aucune prise de paroles, aucune action qui, en soi, nous en protégerait. Avec ce livre, je me mets à nu au risque de déplaire. Je n'ai rien à y gagner à part plus d'authenticité avec les autres.

De quoi vivez-vous aujourd'hui ?

De l'escalade. Je suis de retour dans le top 10 mondial des grimpeurs de fissure. Je suis redevenu une figure appréciée et inspirante dans le milieu de l'escalade, et cela me vaut d'être soutenu financièrement par certaines marques et de vivre de ma passion. À titre personnel, je sens que je suis encore en transition. Je recherche une stabilité intérieure dans un nouveau mode de vie. J'aspire à redevenir plus uni encore avec mon cœur et mon corps. Car très tôt, j'ai vécu emprisonné dans ma tête et comme dissocié de mon corps et des émotions qui le traversent. Un nouveau documentaire sur mon histoire, par le même réalisateur que celui de 2006, intitulé *The Cobra and the Heart*, vient de sortir.

On y découvre votre fille Cedar, aujourd'hui âgée de 18 ans. Comment se sont passées vos retrouvailles ?

C'est un sujet intime, mais comme je l'explique dans mon livre, j'ai entrepris des démarches pour la revoir et elles ont abouti en 2022. Depuis, nous apprenons à nous connaître, à nous apprivoiser en quelque sorte. Mais cela prend du temps et j'ai beaucoup à me faire pardonner...

Propos recueillis par Laurent Grabet

Une trajectoire hors-normes

Enfant de Bramois (VS), Didier Berthod a eu trois vies en une. De ses 16 à ses 25 ans, le Valaisan a été un petit prince de la grimpe, parcourant la Suisse puis la planète en quête de belles voies à ouvrir et ne dédaignant pas un petit joint. À l'époque déjà, une croix pend au cou de ce fervent catholique. « First ascent », un documentaire biographique a été tourné à cette époque. Le soir de la Pentecôte 2006 marque un tournant pour le grimpeur. Son ligament du genou droit lâche alors qu'il s'apprête à « libérer Cobra Crack », une voie mythique jamais encore ouverte. « J'ai été immédiatement dans l'acceptation. Le décalage croissant entre mon idéal chrétien et ma vie d'alors m'avait plongé dans une profonde détresse. Cet événement m'en libérait », nous expliquait en 2018 le Valaisan qui avait prié Dieu pour qu'un signe lui soit envoyé. Le soir, vers 22h, alors qu'il est assis sous sa tente, en paix malgré la douleur, une lumière s'impose en lui et une présence avec. Elle lui révèle sa face ténébreuse, son narcissisme et son égocentrisme jusque-là habilement cachés derrière un personnage de « petit prodige sympa qui se prend pas la tête ». « J'ai compris qu'il y avait en moi une part d'orgueil blessé, que je voulais être connu et reconnu et que j'étais devenu quelqu'un de pas toujours clean, ne tenant pas sa parole et qui blesse... » nous confiait-il. Aujourd'hui, le quadragénaire ajoute qu'il avait fumé de la marijuana ce soir-là et ne plus savoir véritablement ce qui se cachait derrière son expérience mystique. C'est cette dernière, ainsi qu'une paternité précoce non désirée, qui l'avait conduit à trouver refuge dans la communauté Eucharistein d'Epinassey (VS), puis à être ordonné prêtre treize ans plus tard. En décalage avec sa communauté, il l'avait ensuite quitté, pour devenir simple curé de paroisse du côté de Toulon tout d'abord puis en Valais et renouer avec sa passion de toujours pour l'escalade.

Et si Jésus de Nazareth n'avait jamais existé ?

*contre-enquête sur l'existence
historique de Jésus*

Didier Berthod

Et si Jésus de Nazareth n'avait jamais existé,
Amazon, 2025, ISBN 9798305417906, 20 €





Depuis le début du mois (ndlr article mis en ligne le 8 août dernier), je lis bien des articles relatant la stupeur, l'incompréhension, voire la consternation que suscitent vos tags sur la Collégiale. Vous serez surpris d'apprendre que je n'entends pas, dans ces lignes, en rajouter une couche. Mon projet est tout autre : prendre vos messages au sérieux et y répondre sur le fond. Car voyez-vous, chers vandales, j'ai le sentiment que votre colère est non seulement mal dirigée, mais aussi truffée de notions contradictoires.

Je m'explique : le premier tag qui m'a frappé est celui qui proclame le mot « antinationaliste », juste au-dessus du marteau et de la faucille de l'antique URSS. La mémoire me joue peut-être des tours, mais il me semble que l'hymne communiste par excellence s'appelait L'Internationale, et certainement pas L'Antinationale. Je pense aussi au slogan castriste « La patrie ou la mort » ou même à Jaurès, qui disait : « À celui qui n'a plus rien, la patrie est son seul bien. » Est-ce que, là aussi, ce n'était pas le véritable socialisme, comme disent toujours ceux qui cherchent à se dédouaner des riantes goulags, qui ont pourtant tellement fait pour le réaménagement des canaux moscovites ? Et je ne résiste pas à une ultime gourmandise : attirer votre attention sur la belle fête « nationale et solidaire » que nous ont souhaitée les communistes du POP Vaud le 1^{er} août dernier. Eux aussi n'ont-ils pas compris la doctrine ?

Le marché aussi déteste les nations

Mais passons : vous, vous n'aimez pas les nations. C'est votre droit. C'est d'ailleurs aussi le cas du marché, qui se passerait bien de ces archaïsmes qui l'empêchent de se retrouver seul à réguler la vie des gens. Il est vrai qu'ils sont pénibles, ces attachements spontanés et ces traditions qui donnent aux gens ordinaires l'envie de se battre les uns pour les autres, au nom de la communauté. Ce serait plus simple si le quidam ne défendait plus que la possibilité d'acheter le nouvel iPhone avant tout le monde.

Il y a néanmoins une nation qui échappe à votre mépris : c'est la nation palestinienne, dont vous appelez à la libération. Comme catholique, je suis sensible à cette question — moi dont les frères et sœurs ne sont pas moins bombardés que les autres habitants de Gaza, comme l'a montré la récente attaque contre l'église de la Sainte-Famille. Peut-être avez-vous aussi entendu parler des chrétiens de Taybeh, excédés par les violences des colons israéliens : ils peineraient à comprendre que vous défendiez leur cause en attaquant, vous aussi, une église. Malgré cela, vous appelez à « manger le pape », comme vous l'écrivez délicatement en anglais (donc dans la langue de l'empire). N'est-il pourtant pas un allié objectif du combat pour la paix dans la région ? Je connais bien des gens qui lui prêtent des

Lettre ouverte

tendances bien trop pro-arabes, dans certains milieux. Et, pendant qu'on y est, pourquoi inscrire ce message sur une église réformée ? Votre GPS révolutionnaire a perdu la connexion, ce me semble.

Chers vandales, ce qui m'attriste, c'est que je crois que vous êtes gentils. Je vous imagine petits-bourgeois, volontiers accros au tofu soyeux et portés sur le kombucha équitable. J'ai d'autres goûts, et j'aimerais boire une ou deux bières avec vous et refaire le monde plutôt que les murs des lieux de prière.

Les Monsieur Propre de l'histoire

Peut-être parlerions-nous aussi de cette sculpture de David de Pury, pourtant présentée comme une « démarche de conciliation », que vous avez dérobée. Montrer que le négociant n'était pas un saint homme ne vous suffisait pas : il fallait encore effacer un peu plus de mémoire locale, victime de votre désir fou de purification éthique. Permettez une objection : longtemps, j'ai moi-même été allergique à la manière dont notre société glorifiait des personnages moralement discutables. Mais il ne s'agit pas ici de glorifier qui que ce soit, simplement de partager une mémoire commune qui, seule, peut nous permettre de « faire société », comme disent les gens de gauche.

Vous rêvez d'une humanité sans passé, comme on rêve d'un labrador vegan : laissez-moi vous dire que vous rêvez du sujet idéal de n'importe quel publicitaire, de n'importe quel tyran. Vous qui êtes certainement plus radicalement anticapitalistes que moi, ne trouvez-vous pas surprenant de glorifier ainsi l'atomisation marchande ?

En conclusion, j'aimerais m'arrêter sur un dernier message, avec lequel je suis d'accord : celui où vous écrivez que Satan était présent lorsque vous avez maculé la Collégiale. Oh, j'entends bien que vous êtes là dans la provocation anti-bourgeoise (comme si les bourgeois croyaient encore en Dieu !), mais votre message me rappelle une ultime citation de Baudelaire : « La plus belle ruse du diable est de vous persuader qu'il n'existe pas. »

Vous pouvez bien dénoncer les bigots, mais les nouveaux garde-chiourmes de la pureté morale, c'est vous.

Amicalement,

Raphaël



Sur un lieu de culte réformé, c'est bien pensé.

(DR)

L'OBSERVATOIRE DU PROGRÈS // LOLETTES, STRING ET VIANDE HORMONÉE POUR FINIR L'ÉTÉ

L'actualité est à la retombée en enfance. Tant mieux, c'est l'heure du biberon vénéneux !



Madonna Intifada Tour

Le *Canard Enchaîné* vient de sortir un portrait sans concession du nouveau pape, Léon XIV. Un « ecclésiastique sans éclat », nous dit-on, et un « profil » trop « lisse ». Horreur ! Si les souverains pontifes ne plaisent plus aux journalistes laïcards parigots, comment va-t-on survivre ? Mais parmi les reproches formulés au boss du Vatican, il y en a un qui vaut le détour : l'auteur du papier se désole que le pape n'ait pas répondu positivement à Madonna, qui l'exhortait à se rendre à Gaza !

Oui, Madonna. La papesse déchue de la pop porno, persuadée qu'un pauvre post sur le réseau social Instagram lui vaut un magistère.

Mais appliquons le principe de charité : c'est vrai que c'est limite un péché mortel de ne pas obéir à une performeuse frelatée, condamnée à de multiples reprises par l'Église catholique (par exemple lorsqu'elle apparaissait crucifiée sur scène en 2006). Et qui sait : sans qu'on le sache, Léon lui a peut-être payé un billet pour aller tester son aura mystique en string dans une planque du Hamas.

*

Ignazio Cassos

Étonnante nouvelle ! Maintenant, le conseiller fédéral Ignazio Cassis aime le populisme. Devant Antonio Tajani, ministre italien des Affaires étrangères en visite en Suisse, le Tessinois n'a pas eu de mots assez élogieux pour vanter l'énergique politique menée par Meloni et les autres leaders souverainistes transalpins, à la mi-août. Et le patron du DFAE d'asséner : « La véritable maladie est la déconnexion croissante entre les citoyens et les institutions. »

Diantre ! On se demande pourquoi un tel défenseur du pouvoir populaire ne souhaiterait pas, dans la foulée, soumettre le vote sur les bilatérales III à la double majorité du peuple et des cantons chez lui.

Mais le clou du spectacle restera sans doute la tentative de rétropédalage de son inénarrable porte-parole Nicolas Bideau. Quand son boss célèbre une « nouvelle ère » pour les démocraties avec le populisme, ce n'est « pas un jugement de valeur » nous jure-t-il, mais bien « une analyse pragmatique ».

Traduction : Cassis aime le peuple, surtout quand ce n'est pas le sien.

*

La décadence, c'est la bonne ambiance

Vous qui lisez ces lignes, peut-être n'avez-vous pas encore testé le trend du moment : la tétine pour adultes. Oui, nous apprend *24 heures*, la mode des lolettes est bel et bien en train d'exploser chez les usagers – en particulier chez les dames – des réseaux sociaux. Les vertus de cette étonnante habitude ? « Calmer le stress, apaiser l'anxiété ou encore faciliter l'endormissement ». Un peu comme les prises de position de Quentin MOURON.

Le journal romand prend tout de même soin de nous mettre en garde : la pratique comporte des risques de dégâts buccodentaires, entre mille autres. Sur le plan médical, on découvre d'ailleurs aussi que les aficionados de la régression seraient marqués par le confinement Covid, durant lequel ils se seraient raccrochés à leurs souvenirs rassurants d'enfance pour tenir le coup.

Quelle surprise ! Enfermer la moitié de l'humanité dans sa chambre pendant deux ans n'a pas produit une génération d'adultes équilibrés.

*



Tragédie chez Tamedia

Nous qui préférons les chats à une grande part de l'humanité, nous sommes toujours touchés quand un félin disparaît dans des conditions tragiques. Mais *24 heures*, toujours lui, a peut-être un peu abusé – comme on dit dans la street – en titrant « Tragédie à Saint-George » à propos d'un minet dévoré par deux Huskies à la fin juillet.

Enfin on minimise peut-être. Peut-être qu'au Darfour, l'émotion est à son comble.

*

Bye bye Barbie

Noisy-le-Sec, ça sonne un peu comme le nom d'un village dans une bédé satirique. Mais ça existe bel et bien, et ça se trouve en banlieue parisienne. Le mois dernier, un projet de diffusion du film *Barbie* sur écran géant y a fait quelques remous puisqu'un « groupe d'habitants » – nous formulons l'hypothèse qu'ils se genre au masculin – a obtenu l'annulation de l'événement par le maire communiste. Raison de leur mobilisation : selon ces joyeux drilles, le métrage hollywoodien ferait « l'apologie de l'homosexualité » et porterait « atteinte à l'intégrité de la femme ».

Peu importe que le film ait été choisi par d'autres habitants, au préalable, il fallait que

l'impérialisme woke américain ne frappât point le Frankistan. En quoi il faut reconnaître une certaine fidélité à la culture française de la part de ces talibanlieusards : la France, ils l'aiment beaucoup.

Tellement qu'ils veulent la garder 100% halal.

*

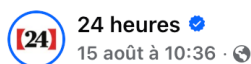
Santiags, sans chemise, sans pantalon

Lil Nas X est un rappeur qui a la particularité, dans un univers turboviril, d'afficher fièrement son homosexualité. Une créature parfaite pour les médias progressistes, mais qu'on entend rarement au bord d'un terrain de basket, disons.

En août, notre canard à trois pattes a peut-être poussé un peu loin l'affirmation de soi : *Le Matin* nous apprend que l'artiste a été arrêté par la police de Los Angeles alors qu'il se déhanchait dans la rue en étant vêtu d'un simple slip blanc et de santiags immaculées.

Pauvre génie, victime de la trumpisation des esprits ! Heureusement, il reste des bastions de tolérance pour lui, comme Noisy-le-Sec !

*



24 heures

15 août à 10:36 · 🌐

■ SAINT-GEORGE ■ Fin juillet, «Blue» a été mortellement attaquée par deux chiens en fuite, à Saint-George. Ce n'est pas la première fois qu'un tel incident se produit dans le village



24HEURES.CH

Tragédie à Saint-George – 2 Huskies en cavale dévorent un chat

Fin juillet, «Blue» a été mortellement attaquée par deux chiens en fuite, à Saint-George. Ce

Tragédie.

Pleurs sur ordonnance

Le triple meurtre de Corcelles a traumatisé la Suisse romande, le mois dernier. Mais sur les ondes de la RSR, Gilles Crettenand, coordinateur du programme *MenCare Suisse romande* n'a pas fait dans la dentelle pour tenter de récupérer l'acte abominable de ce père algérien en pleine séparation. Loin d'aborder des questions culturelles – pourtant corrélées à la majorité des féminicides – notre expert nous a doctement expliqué que « l'éducation virile » était en cause : « Lorsque l'on dit à un petit garçon qu'il n'a pas le droit de pleurer, derrière il y a des conséquences dont on n'imagine même pas l'impact. » Et de plaider pour une « action de prévention systématique » (donnée par son association, au hasard ?) pour empêcher ces drames.

Même dans Lucky Luke, les charognards avaient plus de tenue.

*

Ça fait un effet bœuf

Il y a en Suisse un parti que l'on présente parfois comme « agrarien ». Un parti qui défend le souverainisme, la paysannerie, bref une suissitude canal historique.

Et puis il y a son président, Marcel Dettling, qui a une riche idée pour séduire Donald Trump, histoire qu'il abandonne ses taxes à 39% sur nos produits : mettre le paquet sur les importations du délicieux bœuf aux hormones de l'Oncle Sam.

Riche idée : à quand la viande de chien battu pour séduire les Chinois ?

*

Raphaël Pomey



Il faut reconnaître aux salafistes une qualité : nous méprisons la même sous-culture.

QUAND LES MOTS S'ABSENTENT, LA VIOLENCE S'IMPOSE

À l'heure où la rentrée scolaire ramène élèves et enseignants dans les classes, il faut rappeler une évidence : le langage est la première digue contre la violence. Dans les couloirs comme dans la cour, un mot juste peut encore empêcher un geste de trop. Et cette digue se construit – ou s'effondre – dès l'école.



Dans une salle de classe, la paix ne se mesure pas seulement au silence qui y règne. Il y a des silences qui apaisent, et d'autres qui annoncent la rupture. Ce n'est pas encore le tumulte, mais déjà l'atmosphère se tend. Les épaules se ferment, les regards se durcissent, les mâchoires se crispent. On devine que la parole, même si elle survient, n'aura pas le temps de jouer son rôle. Elle ne sera pas un pont, mais un cri. Elle ne préviendra pas le coup : elle l'accompagnera. Lorsque les mots se retirent, ce n'est pas le vide qui s'installe, mais une autre forme de présence — celle de la violence en attente.

Un héritage ancien : remplacer le fer par la voix

Ce lien entre parole et violence ne date pas de l'école contemporaine. Il est inscrit au cœur de notre histoire. Aristote, dans *La Politique* (I, 2), rappelait que le logos est ce qui distingue l'homme des autres vivants, non seulement parce qu'il exprime le juste et l'injuste, mais parce qu'il permet aux hommes de vivre ensemble. Dans la cité grecque, l'agora et le tribunal avaient précisément pour mission de transformer la colère en discours, la vengeance en procédure. La parole n'était pas seulement un moyen de dire : elle était un dispositif pour différer, canaliser, civiliser.

Dans l'Europe médiévale, on substitua peu à peu au duel judiciaire le serment, la plaidoirie, puis le jugement par écrit. La parole donnée acquit un poids plus grand que le sang versé. Ce pacte fragile — remplacer le fer par la voix — ne tient que si la langue est assez riche pour contenir la violence et l'habiller de formes recevables. Là où elle s'appauvrit, le coup redevient possible.

La pauvreté lexicale comme terrain de violence

Aujourd'hui, ce vieux lien se manifeste à nouveau, dans un contexte plus discret mais tout aussi révélateur. De nombreux enseignants observent qu'à mesure que le vocabulaire se réduit, les gestes prennent souvent le pas sur les phrases. Ce constat n'a rien de scientifique au sens strict ; il est pourtant récurrent. Plus la capacité à nommer ses émotions et ses frustrations diminue, plus la tentation de recourir à l'affrontement grandit. Lorsque le mot manque... l'explosion guette. Et souvent, elle ne se fait pas attendre.

L'exigence linguistique comme épreuve

Il ne s'agit pas seulement de savoir lire ou écrire correctement. La question est plus intime : savoir dire « je suis blessé », « je me sens rejeté », « je n'y arrive pas ». Lorsque ces phrases sont impossibles, il ne reste que des équivalents bruts : la provocation, l'invective, le coup. L'enseignant, dès lors, incarne moins une autorité qu'une exigence linguistique. Et cette exigence, quand on ne peut y répondre, devient une menace.

L'école, atelier de liberté

L'école, qu'on l'oublie parfois, reste l'un des derniers lieux où l'on peut recevoir la langue dans sa plénitude. Elle n'est pas seulement un instrument de transmission des savoirs ; elle est un atelier de liberté. « Sans discours, l'esclavage est inévitable », écrivait Isocrate (*Antidosis*, §254). Non pas esclave au sens juridique, mais dépendant : condamné à subir la parole des autres comme un verdict. Un vocabulaire riche ne garantit pas la paix, mais il rend possible la retenue. Il donne à la main le temps de différer son geste. Il transforme la pulsion en phrase, la colère en nuance. Dans cet intervalle minuscule — ce battement d'aile entre le poing et la bouche — se joue parfois la différence entre l'irréparable et la discussion.

Les premières victoires silencieuses

J'ai vu des élèves changer lorsqu'ils découvraient qu'ils pouvaient nommer ce qu'ils ressentaient avec précision. Leurs regards ne s'adoucissaient pas aussitôt, leurs postures restaient fermées. Mais peu à peu... une phrase remplaçait une insulte. Un silence remplaçait un cri. Et dans ce silence-là, il y avait déjà moins de haine, plus de possible (peut-être même un début de compréhension).

Le langage comme grâce préventive

Ce travail n'est pas une complaisance douce. Il exige rigueur et patience : lire à haute voix, faire entendre des textes exigeants, réintroduire les mots rares, réhabiliter les tournures oubliées. Montaigne rappelait que « la parole est moitié à celui qui parle, moitié à celui qui écoute » (Essais, III, 13) : former à la parole, c'est former aussi à l'écoute. C'est réapprendre à habiter le monde à travers les mots.

Il y a, dans la parole, quelque chose qui relève de la grâce préventive. Elle ne nous sauve pas après coup : elle nous empêche de tomber. Un mot trouvé à temps, même imparfait, peut tenir lieu de digue. Il arrête la colère au bord de la bouche, il laisse passer dans le cœur un souffle d'air. Dans l'Évangile selon saint Jean, il est écrit : « Au commencement était le Verbe » (Jn 1,1). Ce n'est pas une formule métaphysique isolée : elle dit que le monde commence par la Parole avant de se faire matière. C'est pourquoi tout acte humain qui s'ouvre par le mot avant de passer au geste prolonge ce mouvement créateur et protecteur. Lorsque la parole est perdue, l'homme retombe dans un monde sans commencement, un chaos qui n'a plus de forme ni de frein.

Nommer pour ne pas frapper

Dans une salle de classe, cette vérité prend un visage précis : celui d'un élève qui, au lieu de jeter sa chaise, lâche dans un souffle « je n'en peux plus ». Ce n'est pas encore la paix, mais c'est le seuil de la paix. C'est la preuve que l'humanité n'est pas totalement submergée. Le philosophe russe Pavel Florensky, dans *La Colonne et le Fondement de la Vérité*, développe l'idée que nommer suppose de reconnaître l'être de l'autre — et que ce geste est déjà une forme d'amour. On ne nomme avec justesse que ce que l'on a pris le temps de regarder, et l'on ne frappe pas ce que l'on regarde vraiment. Nommer sa peur, c'est déjà s'en désarmer. Nommer sa colère, c'est lui retirer une part de son venin. Nommer sa solitude, c'est commencer à ne plus être seul.

Une mission invisible mais décisive

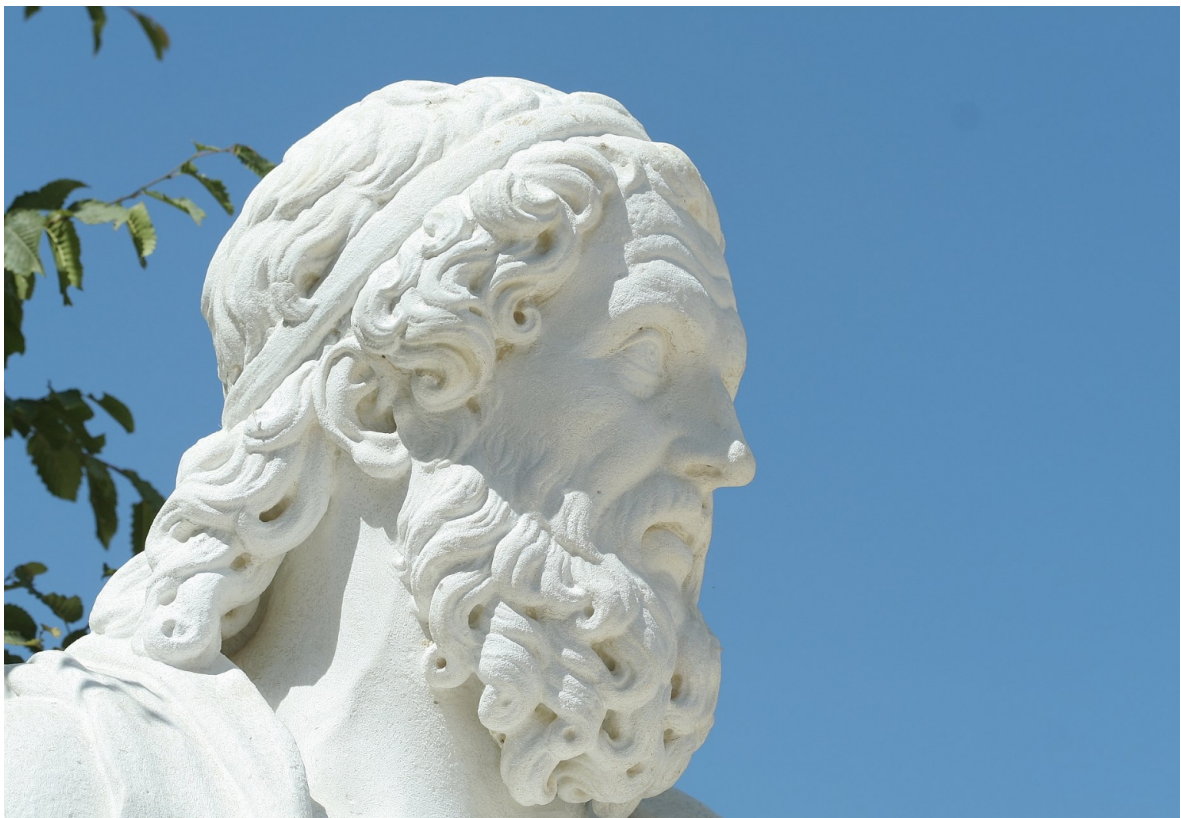
Dans ce sens, enseigner la langue n'est pas seulement instruire : c'est offrir à l'autre un espace pour se tenir debout sans attaquer, sans se soumettre. C'est, silencieusement, lui transmettre une part de cette paix originaire qui nous a précédés. Certains objecteront que le mot ne suffira jamais à changer le monde. C'est vrai. Mais il suffit parfois à sauver une heure, une rencontre, une vie. Et ce miracle discret, répété assez souvent, finit par tisser une autre manière d'habiter le temps.

J'enseigne pour cette mémoire invisible : celle d'une langue qui, un jour, dans la bouche d'un adolescent en colère, empêchera le geste de trop. Ce jour-là, personne ne saura qu'un coup a été évité. Personne ne comptera cette victoire. Mais elle comptera, elle, dans l'histoire silencieuse qui nous tient debout.

**« SANS DISCOURS,
L'ESCLAVAGE EST
INÉVITABLE »**

ISOCRATE (ANTIDOSIS, §254)

Yannick Escher



Isocrate par le sculpteur Pierre Granier.

(Coyau/Wikimedia Commons)

1975

"All political lives end in failure" (Enoch Powell). Certains prennent un raccourci et échouent avant d'avoir commencé. Depuis les poubelles de l'Histoire où j'ai établi mon séjour, je vais vous entretenir d'une année, il y a cinquante ans. Pour une fois, soyons liés à la date de parution de l'honorable mensuel *Le Peuple*.



C'était il y a cinquante ans. Une éternité. Et pourtant.
« Un demi-siècle que je vis ; or, il me semble que je commence à peine. » (Francis Ponge, *Pour un Malherbe*.)

L'autre siècle avait septante-cinq ans ;

Déjà pointait la revanche de l'Orient.

(J'écris septante-cinq parce que je suis Suisse. J'ai très envie d'écrire soixante-quinze, parce que la difficulté de ce chiffre est l'excuse classique de l'abruti du pays X ou Y qui a eu dix ans de cours de français à l'école et n'en parle pas un mot, et que je les défie en permanence.)

En 1975, l'Albanie et l'Italie avaient encore le français comme langue diplomatique et 40% des élèves italiens étudiaient le français comme langue

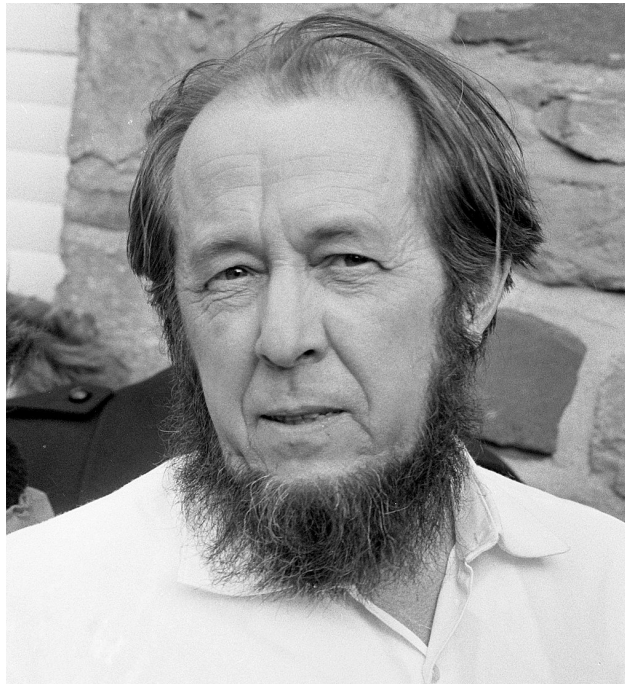
étrangère. Mais le ver était déjà dans le fruit, même si personne ne pouvait prévoir la chute verticale qui suivrait le départ de François Mitterrand, dernier président de la République française, et de Jacques Parizeau, dernier combattant de l'indépendance du Québec. Cioran venait de le souligner le 10 septembre 1974 : « L'anglais est une langue en pleine expansion, alors que le français n'est plus parlé que par les Africains et les Valaques » (Anca Visdei, *Cioran ou le gai désespoir*, l'Archipel, Paris 2025, p. 356). Pour les Valaques, c'était déjà faux, et depuis longtemps. Quant aux Africains, j'aime l'Afrique, et ça me fait plutôt plaisir que le français se soit implanté en Côte-d'Ivoire et au Gabon plutôt que... disons, en Afghanistan ou en Lituanie. (Cinquante ans plus tard, il y a quand même encore des gens qui parlent français en Grèce, en Italie et au Portugal ; merci le *Club Med*, au propre comme au figuré.)

La minute cynique du Docteur Claude

En 1975, les choses commençaient à mal tourner pour le communisme soviétique. Il y avait eu la parution de *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne à Paris dans les derniers jours de 1973. Un succès planétaire. Quelque chose de comparable à la diffusion des pamphlets de Luther au XVI^e siècle. Un livre contre un empire. La dernière fois qu'un écrivain changerait aussi vite la face du monde. Il n'est pas étonnant que, cinquante ans plus tard, la réhabilitation de Staline avec retour de sa statue (enlevée par Brejnev !) dans le métro de Moscou s'accompagne d'une offensive en règle contre Soljenitsyne, désormais présenté comme un agent américain. Lui, le survivant de l'enfer, celui qui avait pris la parole au nom des millions qui ne reviendraient pas. Lui, le nationaliste russe, l'homme le plus étranger à la mentalité américaine, le contempteur du « déclin du courage » et de la décadence de l'Occident. (Il paraît qu'il a en revanche goûté la mentalité française, et que cela ne s'est pas limité à son intervention inoubliable à l'occasion du bicentenaire du soulèvement populaire conservateur de Vendée. Chose admirable, car, dans cette partie du monde, il n'y a en général que les Grecs pour comprendre qu'un peuple peut être à la fois drôle et profond.) Et cette année-là, le 1^{er} août 1975, il y eut la signature de l'*Acte final* de la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe, dont on crut qu'elle était un succès diplomatique de l'Union soviétique, car elle consacrait les annexions

territoriales des années 1939-1945. En réalité, les gouvernements communistes, à l'exception de celui de l'Albanie, avaient été assez présomptueux pour signer un engagement de respecter les libertés fondamentales, notion qui leur était inconnue. Ils croyaient que leur signature était purement formelle. En fait, ils venaient de donner une arme aux dissidents, et de cet *Acte final* sortirait la Charte 77 en Tchécoslovaquie, à laquelle le Roumain Paul Goma adhérerait avec fracas. Personne ne pouvait le prévoir, mais le mur de Berlin n'en avait plus que pour quatorze ans.

Du côté des dictatures anticomunistes, en revanche, la fin était imminente. L'Estado Novo portugais était tombé le 25 avril 1974. Les colonels grecs avaient remis le pouvoir à Caramanlis le 24 juillet 1974. Deux vétérans des années 1920-1930 allaient mourir au cours de l'année 1975. D'abord, le 5 avril 1975, Tchang Kaï-chek, réfugié depuis un quart de siècle sur son île fortifiée de Formose, et depuis un quart de siècle rêvant d'une impossible reconquête de la Chine continentale. Et puis, le 20 novembre 1975, Francisco Franco Bahamonde. Quoi qu'on pense d'eux par ailleurs, ils ont laissé une trace. S'agissant de Tchang Kaï-chek, la Chine avait recueilli en 1945 les fruits de sa volonté de ne pas capituler devant le Japon en 1937 : le siège permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies et la fin des traités inégaux. Je me demande quel



L'immense Soljenitsyne, au milieu des années 70.

(Dutch National Archives, The Hague, Fotocollectie Algemeen Nederlands Persbureau)

aurait été le destin de l'Asie si la Chine du Guomindang avait été dirigée par un homme moins tenace alors que les bombes japonaises tombaient sur Chongqing. Quant à Franco, son choix de l'ouverture économique et du capitalisme en 1957 a à ce point changé l'Espagne qu'il n'y avait aucune chance de survie, dans un pays aussi transformé, pour le modèle social, sociétal et politique dont s'était réclamé le Caudillo, artisan involontaire de sa propre transformation en anachronisme. Oui, dans certaines circonstances, l'économie commande tout le reste.

En 1975, certains pays africains, comme la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny, connaissaient un réel développement dans tous les domaines.

En 1975, trente-cinq ans de guerres arrivaient à leur terme dans l'ancienne Indochine française. Le 17 avril, les Khmers rouges prenaient Phnom Penh ; le 30 avril, le Vietnam du Nord venait à bout du Vietnam du Sud ; le 1^{er} décembre, le Laos devenait une république populaire. Les Khmers rouges allaient instaurer le stade suprême du communisme ; en quatre ans, 20% de la population cambodgienne périraient. Puis les Vietnamiens prosoviétiques renverseraient les Khmers rouges prochinois et justifieraient leur intervention au Cambodge par les crimes de la « clique génocidaire Pol Pot -Ieng Sary ». Aujourd'hui, trente-six ans après la chute des démocraties populaires, la réhabilitation du communisme est en marche et passe par des attaques, nombreuses sur l'Internet anglophone, contre *Le livre noir du communisme* publié à Paris en 1997. C'est peut-être l'occasion de rappeler que ce

sont bien des communistes (vietnamiens) qui ont, les premiers, accusé d'autres communistes (cambodgiens) d'avoir commis un génocide.

En 1975, il y avait encore des usines dans toute l'Europe, même si la sidérurgie et le textile avaient déjà pris un chemin d'où l'on ne revient pas.

En 1975, il n'y avait pas de téléphones portables ni d'Internet. Le pays qui s'approchait le plus de la mise en place d'Internet était la France, grâce au laboratoire *Cyclades* de Louis Pouzin. Valéry Giscard d'Estaing y mettrait bon ordre, visant à saboter le projet UNIDATA et à assurer le départ vers les USA d'une technologie qui aurait donné à l'Allemagne, à la France et aux Pays-Bas la puissance qui est aujourd'hui celle des GAFAs. En décembre 1975, Giscard avait réussi à détruire l'ambition d'une industrie informatique européenne. Lire *Comédies françaises*, d'Éric Reinhardt (Gallimard, Paris 2020).

En Hongrie, catholiques romains et orthodoxes célèbrent la mémoire de leur premier roi, saint Étienne, le 20 août. Mais en 1975, le pays était encore sous un régime communiste – encore que la Hongrie de Kádár fût, et de loin, la baraque la plus gaie du camp. Les cérémonies en l'honneur de saint Étienne étaient donc interdites et elles ne reprendraient qu'en 1987. Le 20 août 1975, il ne s'est donc strictement rien passé nulle part, exception dans une année si riche en événements.

Claude Laporte



Ce projet saboté par Giscard qui aurait peut-être changé la face du monde.

LE GÉNÉRAL GUISAN, DERNIER ROI DES SUISSES

En 2024, la célébration des 150 ans de la naissance du général Henri Guisan (1874-1960), qui commanda l'armée suisse pendant la Deuxième Guerre mondiale, est passée inaperçue. Elle a au moins donné lieu à la réédition d'un livre de Jean-Jacques Langendorf, rédigé à l'origine en 2003, et consacré aux rapports entre Guisan et le peuple suisse. Que le 80e anniversaire de la fin du service actif (20 août 1945) soit l'occasion de rendre un modeste hommage à cette grande figure de la Suisse d'hier, d'aujourd'hui et de demain.



Montage à partir d'une carte postale d'époque.

Une chose m'a toujours frappé. Dans un pays aussi peu tourné vers la chose militaire que la Suisse, les deux héros nationaux sont précisément des militaires de carrière. Il y a peu de villes suisses qui n'aient une rue, une place ou un quai qui porte le nom du général Dufour ou du général Guisan. Cela suffit à rappeler que l'on a bien eu conscience, à une époque, de ce que ces deux hommes avaient représenté et des souffrances qu'ils avaient contribué à éloigner.

Le livre de Langendorf est rempli d'une amertume que l'on ne peut malheureusement que partager. Je

me souviens très précisément que c'est à partir de l'échec de la commémoration des 50 ans de la Mob en 1989 que la Suisse – et encore plus sa partie francophone – est entrée dans une spirale d'autodénigrement suicidaire et de dénationalisation. Ajoutons à cela la volonté générale des Européens de sortir de l'histoire et d'oublier que, comme l'a écrit un autre général (Charles de Gaulle), « l'épée est l'axe du monde ». Tous les pays qui se seront rêvés en royaume des Bisounours seront condamnés, pour avoir détruit leur propre armée, à connaître l'armée des autres.

La vérité doit être rétablie

En tout cas, dans le cas de la Suisse, toute l'entreprise de démolition du pays a été accompagnée par la volonté de dénigrer, de nier ou de relativiser tout ce qu'a fait le général Guisan, ne serait-ce que parce que son action résumait et justifiait tous les sacrifices consentis pour la défense nationale. La justice, mais aussi la simple volonté de survie, exige que la vérité soit rétablie.

Né à Mézières dans le canton de Vaud le 21 octobre 1874, fils de médecin, Guisan hésite longtemps à embrasser la carrière des armes – hésitation que permet le système suisse d'armée de milice – et ce d'autant plus que son mariage avec Mary Doelker, fille d'un ancien boulanger enrichi dans le commerce des grains et l'immobilier, l'a libéré des soucis matériels. École de recrues en 1894, lieutenant la même année, premier lieutenant en 1898, capitaine en 1904, major en 1908, lieutenant-colonel en 1916, colonel en 1921, il ne devient militaire professionnel qu'avec son accession au grade de divisionnaire en 1926 après 3560 jours de service (page 17). (Je n'ai pas trouvé dans son livret de service, reproduit page 34 du livre de Langendorf, un passage par le grade de brigadier.) Il sera commandant de corps en 1931, et élu général (grade qui n'existe en Suisse qu'en temps de guerre et qui correspond en fait à une fonction de généralissime dans les autres armées) par l'Assemblée fédérale le 30 août 1939 par 204 voix sur 229 membres présents.

C'est ici le lieu de rendre hommage à Rudolf Minger (1881-1955), paysan bernois qui fut le premier conseiller fédéral UDC, en charge du Département militaire de 1929 à 1940. D'abord parce que Minger réussit à imposer à la Suisse, dans les années 1930, un effort militaire sans commune mesure avec celui d'autres pays neutres, dont le manque de préparation allait faire des proies faciles de l'Allemagne nazie en 1940. Au moment où la Seconde Guerre mondiale commence le 1^{er} septembre 1939, la Suisse de 4 millions d'habitants est en mesure d'aligner 400'000 soldats, contre 90'000 pour la Norvège ou 15'000 pour le Danemark (page 25). Ensuite parce que Minger a pesé de tout son poids en faveur de l'élection de Guisan, qui se révélera avoir été l'homme de la situation et le meilleur choix possible.

En septembre 1914, alors que sa situation paraissait plus que compromise, la France est parvenue à renverser le sort des armes parce qu'elle avait un vrai chef à la tête de ses armées : Joseph Joffre. En 1940, l'armée française, réputée jusqu'alors la meilleure du monde, sera écrasée en cinq semaines parce qu'elle avait à sa tête un officier qui plaisait à la gauche pacifiste, mais qui eut un art consommé pour faire porter le chapeau à ses malheureux subordonnés du type Corap ou Georges : Maurice Gamelin. Pour la Suisse de 1939 à 1945, Henri Guisan aura été un vrai chef. Comme Joffre. Celui qui assume la responsabilité des décisions qu'il a prises.



Portrait officiel de Rudolf Minger (1930).
Staatsarchiv Bern FN Jost P 367.jpg

Les riches heures

Bien entendu, en Europe, l'armée est subordonnée au pouvoir politique, et cela vaut pour les démocraties comme pour presque toutes les dictatures. Les rapports de Guisan avec le chef du département militaire, qui étaient excellents avec l'UDC bernois Minger, seront tumultueux avec le radical saint-gallois Karl Kobelt. De même que Guisan n'éprouvera qu'aversion pour le radical vaudois Marcel Pillet-Golaz, en charge des Affaires étrangères de 1940 à 1944. Cela étant, pour le plus grand bien du peuple suisse, Guisan parviendra à faire prévaloir ses vues dans son domaine de compétence.

Quand la Suisse était encore énergique

L'un des grands mérites du livre de Langendorf est de rappeler des vérités méconnues de nos jours. La première est que celui qui attaque mon pays est mon ennemi. Cette vérité, Guisan l'a exprimée dans une « Déclaration » remise en mars 1943 à Schellenberg, le chef du renseignement allemand : « Quiconque pénétrera dans notre pays deviendra par là même notre ennemi. Celui-ci rencontrera une armée absolument unie et un peuple animé d'une seule volonté. Il n'y aura alors, pour le combattre, qu'une seule Suisse, n'ayant qu'une seule volonté. » (Il est difficile d'être plus clair et plus énergique.) La deuxième est que la souveraineté nationale se défend les armes à la main et au péril de sa vie. La troisième vérité réside dans une citation de Moltke l'Ancien, vainqueur de la France en 1870 : « à la guerre, tout

est dangereux » (page 50). Un commandant en chef doit constamment prendre des décisions qui l'exposent. Que l'on se souvienne des décisions de Joffre au moment de la première bataille de la Marne, qui comprenaient le risque de tout perdre, et qui débouchèrent sur une victoire éclatante. Le pire est de ne pas prendre de décisions.

La défaite surprise de la France en mai-juin 1940 plonge la Suisse dans un profond désarroi. D'abord parce qu'elle touche le moral d'une population francophile dans son immense majorité. Ensuite parce qu'elle prive la Confédération du seul allié potentiel qui aurait pu lui apporter une aide militaire face à l'Allemagne nazie et à l'Italie fasciste. Précisons toutefois que ce n'est pas le seul pays neutre qui se trouve dans une situation précaire à ce moment : le Portugal de Salazar, dont la neutralité penche vers la Grande-Bretagne, s'attendra jusqu'en 1942 à être envahi par l'Espagne de Franco, dont la neutralité penche vers l'Allemagne. Mais la Suisse n'a pas d'accès à la mer et se trouve vraiment encerclée. C'est dans ces conditions difficiles que Guisan va faire merveille, en faisant passer un message de résistance non seulement à ses concitoyens, mais encore plus aux voisins hostiles. Qui plus est, il met au point, avec la stratégie du réduit national, le moyen le plus efficace de donner à ce message de résistance un ancrage dans la réalité militaire.



Plaque posée en souvenir du Rapport du Grütli sur le bateau *Stadt Luzern*. (Paebi)

Les riches heures

Faire savoir, d'abord. Le 25 juillet 1940, Guisan réunit sur la prairie du Grütli, berceau de l'indépendance suisse, tous les officiers jusqu'à l'échelon des commandants de groupe et de bataillon. Le texte du discours n'a pas été conservé. On sait seulement qu'il fut bref et prononcé en français. Il faut imaginer un commandant en chef qui réunit tous les officiers généraux et tous les officiers supérieurs d'une armée qui comptait quand même 400'000 hommes et qui leur tient un discours qui expose la volonté de résistance à tout prix, la condamnation du défaitisme et la foi dans les capacités défensives de l'armée. Le 1^{er} août, Guisan s'adresse par radio à la population : « Quant à moi, je ne crois pas seulement à la nécessité – donc au devoir – d'assurer cette défense. Je crois à sa possibilité. Défendre, c'est-à-dire non seulement tenir, mais interdire, disputer, détruire même, s'il le faut, faire payer cher. » Tout le monde est averti : la Suisse ne sera pas le Danemark ; elle défendra sa peau.

Savoir faire, ensuite. Face à l'écrasante supériorité des voisins allemand et italien, la Suisse doit s'appuyer sur sa géographie. Le 9 juillet 1940, Guisan prend la décision de mettre en place la « politique du Réduit ». La plus grande partie sera déplacée vers les zones alpines qui deviendront une forteresse à défendre en cas d'invasion. « Le Réduit s'appuie à l'est sur la forteresse de Sargans, empêchant la pénétration par le Rheintal, à l'ouest, l'ensemble fortifié de Saint-Maurice barre la vallée du Rhône,

tandis qu'au centre, la puissante forteresse du Saint-Gothard interdit la traversée des Alpes » (p. 83). C'est une décision de Guisan, assumée par Guisan, qui se comporte en chef autant que le Grand Condé fut un chef la nuit qui précéda la bataille de Rocroi. Cette stratégie a été l'objet d'innombrables critiques, car elle impliquait l'abandon des grandes villes et des zones les plus peuplées du pays, bref, de la « Suisse utile ». C'est oublier trois facteurs. En premier lieu, Guisan voyait la défense du Réduit comme une défense active. En second lieu, en cas d'invasion germano-italienne, la Suisse aurait bien entendu fait appel à l'aide du Royaume-Uni. Il y aurait donc eu à quelques centaines de kilomètres de Munich et de Milan un porte-avions en terre ferme qui aurait pu accueillir avions et parachutistes britanniques. Qui peut prétendre que cela n'aurait pas été une épine dans le pied de l'Axe ? Enfin, il y a un point que Langendorf n'évoque pas, mais que je crois avoir été important, compte tenu de la psychologie de l'époque. Quelques mois plus tôt avait eu lieu la guerre d'Hiver, où la Finlande avait tenu 105 jours (30 novembre 1939-13 mars 1940) face à l'agression soviétique. Cet épisode ne pouvait pas avoir été oublié quand Guisan mit en place la politique du Réduit. Il montrait qu'une armée appuyée sur une meilleure connaissance de son environnement et de ses conditions naturelles pouvait résister face à un ennemi infiniment supérieur, mais qui ne connaissait pas le terrain.



Deux casemates du fort militaire de Pré-Giroud, près de Vallorbe, conçus pour interdire le passage du Col de Jougne.

(Clément Bucco-Lechat/Wikimedia Commons)

Les riches heures

Ceux qui tournent en dérision le Réduit national suisse oublient la peur qu'éprouvèrent les Alliés au printemps 1945 à l'idée que les Allemands résisteraient dans une forteresse alpine. De toute façon, toute discussion est inutile : les témoignages reproduits par Langendorf (pages 87-88) montrent que la stratégie du Réduit a fonctionné, puisque l'Axe a estimé que, sur le plan militaire, une attaque de la Suisse ne serait pas une promenade de santé, et que le jeu n'en valait pas la chandelle.

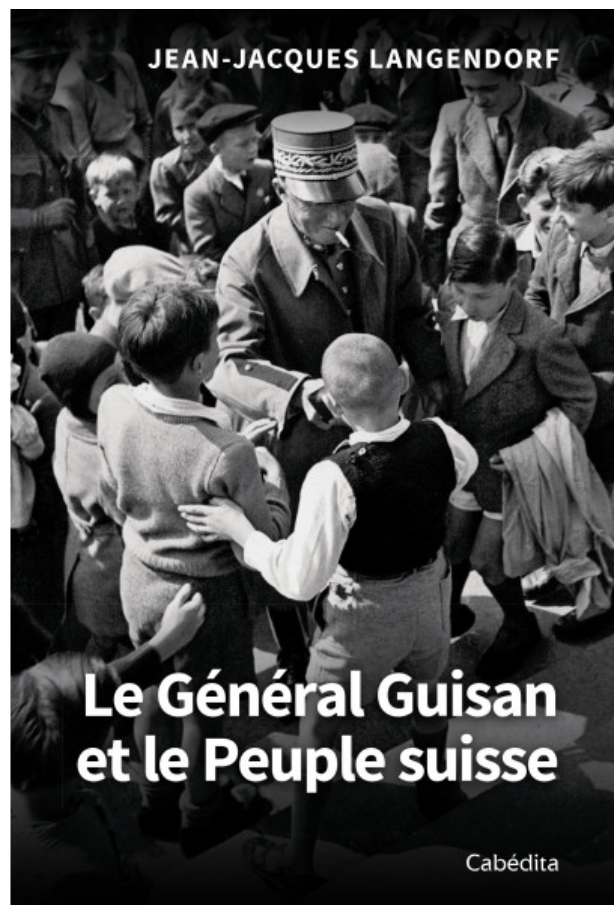
Et puis, parce que cela a aussi joué un rôle, ajoutons que le largement sexagénaire Guisan était un homme d'une belle prestance. Allure, patriotisme, authenticité, crédibilité, charisme, idées claires : tout était réuni pour faire du général Henri Guisan le seul personnage autour duquel le peuple suisse se soit réuni, le dernier roi des Suisses. Le Général mourut le 7 avril 1960. Pour avoir une idée du prestige qu'il conservait quinze ans après la fin de la guerre, il suffit d'aller voir sur [YouTube la vidéo de ses obsèques](#). Deuil national, drapeaux en berne, glas, défilé militaire, dizaines de milliers de personnes rassemblées le long du cortège funèbre, avions dans

le ciel, et tous les conseillers fédéraux démissionnaires ou en exercice marchant en frac et haut-de-forme derrière le cercueil, personne n'a bénéficié de pareils honneurs dans ce petit pays qui n'aime pas les solennités.

La volonté forcenée de nos maîtres politiques, économiques et médiatiques de soumettre la majorité des populations européennes à un processus de déstabilisation psychologique permanente passe par la volonté de décrédibiliser les grandes figures qui ont incarné l'autorité, la discipline militaire, le patriotisme et la volonté de vivre libre. Dans le cas de la Suisse, le symbole à abattre en priorité, c'est bien entendu Guisan ; la stratégie est celle de l'oubli. C'est à juste titre que Langendorf (p. 97) rappelle qu'en Finlande, personne n'a oublié Mannerheim, alors qu'on essaie d'ensevelir le souvenir de Guisan.

Cela ne doit pas nous empêcher de raison garder, et de nous rappeler pourquoi Guisan fut grand.

Claude Laporte



Jean-Jacques Langendorf, *Le Général Guisan et le Peuple suisse*, Cabédita, Bière 2024, 109 pages.

B-ECONOMY



P.P.
CH-1405
Pomy

LA POSTE

MERCI

Chers amis, chers abonnés,

Nous venons de passer notre troisième été.

La grande nouvelle, c'est que nous sortons de celui-ci plus solides. Le mois dernier, les abonnements — ainsi que les ventes de notre *Manuel de l'écriture journalistique* — nous ont rapporté deux fois plus que le coût d'impression et d'envoi du journal.

Le fruit de tout notre travail reste modeste : autour de mille francs, auxquels s'ajoutent vos dons réguliers. Mais cela suffit à nous donner de l'élan, à nous permettre de nous projeter. Non pas parce que nous vivons grâce au journal, mais parce que, grâce à vous, nous vivons en grande partie *pour* le journal.

Merci de continuer à croire à cette aventure avec nous — même si nous ne parvenons plus à remercier chacun individuellement.

Dons

<https://lepeuple.ch/sabonner/>



Association Le Peuple



Ce numéro a été réalisé entre le 1^{er} et le 31 août 2025 par Raphaël Pomey
info@lepeuple.ch

Éditeur : Association Le Peuple, Pomy

ISSN 2813-6306 (Imprimé) - ISSN 2813-6314 (En ligne)

Contributeurs externes: Yannick Escher, Laurent Grabet, Claude Laporte

Relecture : Aline Lehmann

Mise en page: April Bezdek Pomey

Imprimé par l'Imprimerie de Sainte-Croix